



RAPPORT SEMESTRIEL 2017-2018



soitec

SOMMAIRE

1 PERSONNES RESPONSABLES.....	4
1.1. RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE	4
1.2. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE	4
2 CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES.....	4
3 FACTEURS DE RISQUES.....	5
4 EXAMEN de la situation financière et du résultat	5
4.1. SITUATION ET ACTIVITE DU GROUPE.....	6
4.2. SEGMENT ELECTRONIQUE.....	6
4.3. SEGMENT AUTRES ACTIVITES.....	8
4.4. MARGE BRUTE	8
4.5. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT.....	9
4.6. CHARGES D'EXPLOITATION	9
4.6.1. Frais commerciaux et de marketing	9
4.6.2. Frais généraux et administratifs	10
4.7. RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	10
4.8. RESULTAT OPERATIONNEL.....	10
4.9. RESULTAT FINANCIER.....	10
4.10. RESULTAT NET DES ACTIVITES ABANDONNEES	11
4.11. RESULTAT ET IMPOTS	11
4.12. BILAN.....	11
4.12.1. Actifs non courants	11
4.12.2. Besoin en fonds de roulement	12
4.12.3. Fonds propres.....	12
4.12.4. Dettes financières	12
4.12.5. Endettement net	13
4.13. TRESORERIE ET FINANCEMENT	13
4.14. OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE GESTION DE TRESORERIE	13
5 Information sur les tendances.....	13
6 Informations financières	14
6.1. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES AU 30 SEPTEMBRE 2017	14
6.1.1. Compte de résultat consolidé	15
6.1.2. Résultat global.....	15
6.1.3 Etats consolidés de la situation financière :	15
6.1.4. Tableaux de variation des capitaux propres :	17
6.1.5. Tableau de flux de trésorerie.....	19
7 Notes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés du 30 Septembre 2017	21
7.1. PRESENTATION DE LA SOCIETE ET DE L'ACTIVITE	21
7.2. REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	21

7.2.1. Principes de préparation des états financiers	21
7.2.2. Événements de la période	23
7.2.3. Périmètre de consolidation	24
7.3. INFORMATION SECTORIELLE	25
7.4. NOTES SUR LE BILAN	28
7.4.1 Immobilisations incorporelles.....	28
7.4.2 Immobilisations corporelles	29
7.4.3. Actifs financiers non courants	29
7.4.4. Autres actifs non courants.....	30
7.4.5 Stocks	30
7.4.6. Créances clients.....	30
7.4.7. Trésorerie et équivalents de trésorerie	31
7.4.8. Activités abandonnées	31
7.4.9. Affectation du résultat.....	33
7.4.10. Paiements fondés sur des actions.....	33
7.4.11. Emprunts et dettes financières	33
7.4.12. Provisions et autres passifs non courants	33
7.4.13. Provisions	34
7.4.14 Instruments financiers.....	35
7.5. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT	37
7.5.1 Frais de personnel.....	37
7.5.2 Frais de recherche et développement.....	37
7.5.3. Dotations aux amortissements incluses dans le compte de résultat consolidé	38
7.5.4. Autres produits et charges opérationnels.....	38
7.5.5. Charge d'impôt	39
7.5.6. Résultat net des activités abandonnées	39
7.6. AUTRES INFORMATIONS	40
7.6.1. Saisonnalité de l'activité	40
7.6.2. Informations relatives aux parties liées	40
7.7. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	42
8 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2017	42

1 | PERSONNES RESPONSABLES

1.1. RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE

Monsieur Paul Boudre, Directeur général.

1.2. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE

J'atteste, à ma connaissance, que les états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 29 novembre 2017

Paul Boudre

Directeur général

2 | CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

Commissaires aux comptes titulaires

KPMG S.A. représenté par Messieurs Jacques Pierre et Stéphane Devin

Tour EQHO, 2, avenue Gambetta, 92066 Paris La Défense Cedex

Date du premier mandat : 25 juillet 2016

Date d'expiration du présent mandat : Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2022.

Ernst & Young Audit représenté par Monsieur Nicolas Sabran

Tour Oxygène, 10-12 Boulevard Marius Vivier Merle, 69393 Lyon Cedex 03

Date du premier mandat : 25 juillet 2016

Date d'expiration du présent mandat : Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2022.

Commissaires aux comptes suppléants

Salustro Reydel (suppléant de KPMG S.A.)

Tour EQHO, 2, avenue Gambetta, 92 066 Paris La Défense Cedex

Date du premier mandat : 25 juillet 2016

Date d'expiration du présent mandat : Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2022.

Auditex (suppléant de Ernst & Young Audit)

1-2, place des Saisons, 92 037 Paris La Défense Cedex

Date du premier mandat : 25 juillet 2016

Date d'expiration du présent mandat : Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2022.

3 | FACTEURS DE RISQUES

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe sera confronté au cours des six mois restants de l'exercice 2017-2018 sont ceux identifiés au chapitre 4 « Facteurs de risque » des pages 13 à 20 du Document de Référence 2016-2017 de Soitec, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 4 juillet 2017 sous le numéro D. 17-0720. Nous avons procédé à une revue et aucun nouveau risque n'a été mis en évidence.

4 | EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT

Le rapport semestriel d'activité qui suit doit être lu en liaison avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le semestre clos le 30 septembre 2017 et le Document de Référence de la Société pour l'exercice 2016-2017 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 04 juillet 2017 sous le numéro D. 17-0720.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2017-2018, le Groupe a opéré sur deux secteurs d'activité :

- **Electronique** : activité historique dans le secteur des semi-conducteurs, qui reflète la production et la commercialisation de substrats et de composants destinés à l'industrie des semi-conducteurs.
- **Autres activités** : activités essentiellement abandonnées du Groupe incluant notamment le secteur Energie solaire.

Le secteur de l'Energie solaire avait trait à la production et la commercialisation de modules photovoltaïques à concentration, la réalisation, la conception et la construction de projets de centrales

solaires photovoltaïques clés en main et l'exploitation d'installations photovoltaïques. Il inclut notamment les activités de financement liées à la centrale solaire sud-africaine de Touwsrivier (titres mis en équivalence détenus à 20% et prêt accordé à l'un des actionnaires de la centrale) qui sont des actifs disponibles à la vente et il comprend quelques activités de maintenance encore en cours notamment en Europe et aux Etats unis.

Dans ce secteur, seul le dépôt de garantie liée à l'emprunt obligataire en Afrique du Sud avait été maintenu en activité poursuivie au 31 mars 2017. L'impact comptable de sa récupération est présentée dans le résultat financier de ce premier semestre de l'exercice 2017-2018 dans les activités poursuivies.

4.1. SITUATION ET ACTIVITE DU GROUPE

Le premier semestre 2017 est marqué par la poursuite de la restructuration du bilan et des fonds propres du Groupe, une croissance forte des ventes de 27% et une amélioration de la profitabilité opérationnelle de l'activité Electronique.

Au 30 septembre 2017, les fonds propres consolidés du Groupe s'inscrivent à 216,8 millions d'euros (contre 149,1 millions d'euros au 31 mars 2017) et l'endettement net négatif à 31,5 millions d'euros (contre un endettement net de 11,6 millions d'euros au 31 mars 2017). La trésorerie disponible s'établit à 99,1 millions d'euros contre 109,3 millions d'euros au 31 mars 2017.

L'activité globale s'est inscrite en progression de 27% sur le premier semestre, avec un chiffre d'affaires de 143 millions d'euros contre 112,1 millions d'euros au cours des six premiers mois de l'exercice précédent. Cette croissance est imputable à la forte augmentation des volumes de vente de plaques 300mm mais aussi aux ventes petits diamètres par l'optimisation des volumes produits à Bernin et l'augmentation des volumes produits chez notre partenaire chinois Simgui.

La progression du chiffre d'affaires a eu un impact favorable sur la marge brute, en progression de 14 millions d'euros par rapport au premier semestre 2016-2017. Le résultat opérationnel courant est positif à hauteur de 22,5 millions d'euros, en augmentation de 13,1 millions d'euros par rapport au résultat opérationnel courant de +9,4 millions d'euros enregistré au cours du premier semestre de l'exercice précédent.

Les dépenses de recherche et développement sont restées stables : elles sont en effet passées de 9,7millions d'euros au premier semestre 2016-2017 à 9,5 millions d'euros au premier semestre de l'exercice 2017-2018 et elles représentent 6,7% du chiffre d'affaires.

Les frais administratifs sont en hausse de 1,2 millions d'euros et cette augmentation s'explique notamment par une charge de masse salariale liée au plan d'intéressement à long terme du management. Les frais commerciaux sont stables.

Le résultat du segment Autres Activités incluant les impacts liés aux actifs financiers relatifs à la centrale de Touwsrivier sont reportés sur une ligne distincte du compte de résultat appelée « résultat après impôt des activités abandonnées ».

4.2. SEGMENT ELECTRONIQUE

Le segment Electronique a généré un chiffre d'affaires de 143,0 millions d'euros au premier semestre, en hausse de 27,5% par rapport à la même période de l'exercice précédent (112,1 millions d'euros).

Les tableaux suivants permettent d'apprécier l'évolution de la ventilation du chiffre d'affaires par région, clients et taille de plaques.

- Répartition géographique du chiffre d'affaires du segment Electronique

	S1 2017- 2018	S1 2016- 2017	S1 2015- 2016
Etats-Unis	25%	20 %	34 %
Europe	41%	49 %	36 %
Asie	34%	32 %	30 %

- Répartition du chiffre d'affaires du segment Electronique par clients

	S1 2017- 2018	S1 2016- 2017	S1 2015- 2016
Cinq premiers clients	59%	64 %	57 %
Clients n° 6 à n° 10	23%	25 %	20 %
Autres clients	17%	11 %	23 %

- Répartition du chiffre d'affaires du segment Electronique par famille de produits

	S1 2017- 2018	S1 2016- 2017	S1 2015- 2016
SOI 300 mm	31%	20 %	21 %
Petits diamètres	66%	78 %	77 %
Royalties	3%	2 %	2 %

<i>(en milliers d'euros)</i>	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2017	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2016
SOI 300mm	44 867	22 031
Petits diamètres	93 922	87 384
Royalties	4 186	2 719
Total	142 975	112 134

Par rapport au premier semestre de l'exercice précédent, les ventes de plaques petits diamètres (150-200mm) augmentent de 7,5% à 93,9 millions d'euros contre 87,4 millions d'euros au 30 septembre 2016. Ces plaques sont principalement destinées aux applications de radiofréquence (RF) et d'électronique de puissance pour les marchés de la mobilité et de l'automobile. Cette croissance a été rendue possible à la fois par la performance de l'unité de production de plaques SOI 200 mm de Bernin qui opère à pleine capacité et par les volumes supplémentaires externalisés par Soitec à son partenaire sous-traitant Simgui.

Les ventes de plaques SOI 300 mm sont en hausse de 103% à 44,9 millions d'euros, contre 22,0 millions d'euros au 30 septembre 2016. Cette croissance reflète principalement une hausse des ventes de plaques de 300 mm en silicium sur isolant totalement déplété (FD-SOI) auprès de grandes fonderies comptant parmi nos clients stratégiques, mais aussi une hausse des ventes de substrats Emerging-SOI consacrés en partie aux circuits photoniques (besoin d'optimisation de la vitesse de transmission des centres de données pour les applications hébergées dans le Cloud) et plus encore aux Imagers (nouvelle génération de capteurs d'images), et enfin une augmentation des ventes de plaques 300mm destinées aux applications de radiofréquence (RF).

La répartition des ventes entre les palques 300mm et les ventes 200mm est plus équilibrée avec 31% du chiffres d'affaires faits en ventes de plaques 300mm contre 20% au 30 septembre 2016.

Les revenus de licence s'établissent à 4,2 millions d'euros (2,7 millions d'euros au 30 septembre 2016).

4.3. SEGMENT AUTRES ACTIVITES

Le chiffre d'affaires et les coûts liés au secteur Energie Solaire enregistrés au cours du premier semestre de l'exercice 2017-2018 sont présentés dans la ligne distincte du compte de résultat en résultat des activités abandonnées. Ce résultat est essentiellement constitué d'une perte opérationnelle de 0,3 million d'euros et d'une perte financière de 0,8 million d'euros incluant une perte de change liée à la fluctuation du ZAR.

4.4. MARGE BRUTE

La marge brute correspond au chiffre d'affaires total diminué du coût des ventes. Le coût des ventes est égal à la somme des coûts de production et de distribution ainsi que des droits de licences (CEA-Leti pour l'utilisation de la technologie SmartCut™).

Les coûts de production comprennent les coûts des matières premières, essentiellement du silicium, les coûts de fabrication, dont les coûts de main-d'œuvre directe, l'amortissement et les frais de maintenance du matériel de production et des infrastructures de la salle blanche, la quote-part des frais généraux affectés à la production.

La marge brute s'est améliorée, passant de 32 millions d'euros (28,6 % du chiffre d'affaires) au premier semestre 2016-2017 à 46,3 millions d'euros (32,4 % du chiffre d'affaires) au premier semestre 2017-2018.

L'amélioration provient à la fois de la croissance des volumes de ventes de plaques 300mm, et de la maîtrise des couts de production de la ligne petites tailles qui tourne à pleine capacité. Le taux de

charge des lignes de production 300mm est en nette amélioration mais reste encore globalement faible.

4.5. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les coûts de recherche et développement sont comptabilisés en charges au fur et à mesure de leur occurrence si les critères requis par la norme IAS 38 pour permettre leur activation au bilan ne sont pas vérifiés.

Les coûts de recherche et développement sont constitués pour l'essentiel des éléments suivants :

- salaires et charges sociales, y compris les paiements fondés sur des actions,
- coûts d'exploitation des équipements dédiés aux salles blanches et des équipements nécessaires aux activités de recherche et développement,
- coûts liés au maintien et au renforcement des droits de propriété intellectuelle du Groupe.

Sous réserve que les conventions soient signées et les autorisations administratives obtenues, les montants reçus dans le cadre de contrats d'aide sont déduits des coûts bruts de recherche et développement pour aboutir à un montant net imputé au compte de résultat.

Une partie des aides contribuant au financement des activités de R&D peut être octroyée sous la forme d'avances remboursables. Conformément aux normes IAS 38 et IAS 20, si le Groupe considère que l'avancement technique et commercial des projets rend leur probabilité de succès peu élevée, les frais de développement correspondants ne sont pas activés mais sont enregistrés directement en résultat et les avances remboursables correspondantes sont comptabilisées en déduction de ces frais, indépendamment des notifications de la part des organismes financeurs qui ne peuvent intervenir qu'ultérieurement lors des passages de jalon mettant un terme aux programmes ou ouvrant la période au remboursement des avances.

Le Groupe pourra être amené, en fonction de l'évolution des probabilités de succès technique ou commercial des projets concernés, à conserver un passif financier au regard des perspectives de chiffre d'affaires généré par les nouveaux produits développés dans le cadre des programmes d'aide.

Soitec SA bénéficie d'un crédit d'impôt recherche (CIR). Ce crédit est présenté en déduction des coûts de recherche et développement conformément à la norme IAS 20. Le montant du CIR enregistré dans les états financiers au cours du premier semestre de l'exercice 2017-2018 s'élève à 6,3 millions d'euros.

Les dépenses nettes de recherche et développement sont stables à 9,5 millions d'euros (6,7 % du chiffre d'affaires), contre 9,7 millions d'euros (8,6 % du chiffre d'affaires) au premier semestre de l'exercice 2016-2017. Ces dépenses traduisent la stratégie toujours renouvelée de développer Soitec dans un positionnement unique au travers de ses prochaines générations de produits.

4.6. CHARGES D'EXPLOITATION

4.6.1. Frais commerciaux et de marketing

Les frais commerciaux et de marketing s'élèvent à 3,5 millions d'euros sur le semestre, contre 3,4 millions d'euros sur le premier semestre 2016-2017.

4.6.2. Frais généraux et administratifs

Les frais généraux et administratifs s'inscrivent en hausse de 13 % pour ressortir à 10,7 millions d'euros sur le premier semestre 2017-2018 contre 9,5 millions d'euros sur le premier semestre 2016-2017. Cette augmentation de 1,2 millions d'euros d'une période sur l'autre s'explique principalement par l'augmentation de la masse salariale (charge liée au plan d'intéressement à long terme du management).

4.7. RESULTAT OPERATIONNEL COURANT

Le résultat opérationnel courant augmente de 138% pour s'élever à 22,5 millions d'euros (15,7 % du chiffre d'affaires) contre 9,4 millions d'euros (8,4 % du chiffre d'affaires) au premier semestre 2016-2017.

4.8. RESULTAT OPERATIONNEL

Le résultat opérationnel est constitué du résultat opérationnel courant et des autres produits et charges opérationnels.

Sur le premier semestre 2016-2017, le Groupe n'a pas enregistré d'autres produits ou charges opérationnels significatifs (contre une charge de -1,2 millions d'euros au premier semestre 2016-2017). Le résultat opérationnel est de 22,5 millions d'euros (15,7% du chiffre d'affaires), contre 8,2 millions d'euros au cours du premier semestre 2016-2017.

4.9. RESULTAT FINANCIER

Sur le premier semestre de l'exercice 2017-2018, le résultat financier du Groupe enregistre un produit net de 4,5 millions d'euros à comparer à une charge nette de -5,9 millions d'euros sur le premier semestre 2016-2017.

Ce produit net s'explique par les éléments suivants :

Le résultat financier hors résultat de change est un produit de 4,1 millions d'euros, contre une charge enregistrée au cours du premier semestre 2016-2017 de -6,2 millions d'euros. Il se compose en majorité de :

- +4,6 millions d'euros (contre un produit de 0,6 million d'euros au 30 septembre 2016) comptabilisés suite à la récupération d'un dépôt de garantie (lié à l'emprunt obligataire de la centrale solaire de Touwsrivier), qui avait été fortement déprécié sur l'exercice 2015-2016,
- -0,4 million d'euros de charges financières sur OCEANes (contre une charge enregistrée au cours du premier semestre 2016-2017 de -4.6 millions d'euros). Suite à la conversion des OCEANes en actions ordinaires, la charge d'intérêts liée à ce financement s'est définitivement éteinte,
- -0,4 million d'euros de charges d'intérêts sur crédit baux (contre -0,7 million d'euros au 30 septembre 2016).

Le résultat de change est un gain de 0,4 million d'euros contre un gain de 0.3million d'euros au premier semestre de l'exercice 2016-2017.

4.10. RESULTAT NET DES ACTIVITES ABANDONNEES

Le résultat net des activités abandonnées est une perte de 1,2 millions d'euros contre un produit de 1,1 millions d'euros au titre des six premiers mois 2016-2017.

Au 30 septembre 2017, le résultat opérationnel est une perte de 0,3 million d'euros incluant un chiffre d'affaires résiduel sur des projets photovoltaïques en France, du revenu lié à des contrats de maintenance de centrales solaires aux Etats-Unis, des charges opérationnelles courantes et de sorties des activités du solaire. Le résultat financier des activités abandonnées est composé principalement de pertes de change latentes liées à la dépréciation du ZAR (-2,4 millions d'euros), d'un gain de change latent relatif au dollar (+0,6 million d'euros), d'une perte de change réalisée (-0,2 million d'euros) et d'un produit financier lié à un versement d'intérêts sur un prêt consenti à l'un des actionnaires de la centrale Touwsrivier (1,3 millions d'euros).

Au 30 septembre 2016, le produit de 1,1 millions d'euros s'expliquait principalement par des provisions supplémentaires passées pour couvrir les risques et les coûts à 18 mois des activités encore sous la responsabilité du Groupe (-1,4 millions d'euros), par un gain net lié aux actifs financiers se rapportant à la centrale de Touwsrivier (0,8 million d'euros) et par des gains de change latents liés à l'appréciation du ZAR (1,8 millions d'euros) et une perte de change liée au dollar (-0,1 million d'euros).

4.11. RESULTAT ET IMPOTS

Le Groupe enregistre un profit net de 23,2 millions d'euros sur le premier semestre 2017-2018 contre un profit net de 3,1 millions d'euros sur le premier semestre 2016-2017.

Le résultat avant impôt des activités poursuivies ressort positif à 27 millions d'euros (contre 2,3 millions d'euros au 30 septembre 2016) et la charge d'impôt est de 2,6 millions d'euros sur l'exercice en cours contre une charge d'impôt de 0,2 million d'euros pour le premier semestre 2016-2017.

Le résultat net des activités abandonnées après impôt est une perte de 1,2 millions d'euros (contre un profit de 1,1 millions d'euros au premier semestre de l'exercice 2016-2017).

Le résultat net de base par action est de 0,76 euro (contre 0,13 euro sur le premier semestre de l'exercice 2016-2017). Le résultat dilué par action est de 0,74 euro (contre 0,12 euro sur le premier semestre de l'exercice 2016-2017).

4.12. BILAN

4.12.1. Actifs non courants

Des tests de dépréciation des actifs non courants sont réalisés sur les unités génératrices de trésorerie (UGT) pour lesquelles le Groupe estime qu'il existe un indice de perte de valeur.

Pour la clôture au 30 septembre 2017, aucun nouvel indice de perte de valeur n'a été identifié ni sur l'actif de Singapour ni sur les autres actifs du Groupe.

Les actifs non courants nets sont ressortis à 165,9 millions d'euros au 30 septembre 2017 contre 161,0 millions d'euros au 31 mars 2017. La variation de la période (+ 4,9 millions d'euros) est décomposée comme suit :

La valeur des actifs incorporels et corporels a diminué de 1,1 millions d'euros. Cette variation résulte principalement :

- des dotations aux amortissements: -9,3 millions d'euros,
- des acquisitions de la période : + 11,4 millions d'euros,
- d'une variation de change pour -3,2 millions d'euros.

L'augmentation de 5,6 millions d'euros des autres actifs non courants s'explique principalement par l'augmentation de la part non courante de la créance du crédit d'impôt recherche et de la baisse nette du crédit d'impôt compétitivité emploi.

4.12.2. Besoin en fonds de roulement

Le besoin en fonds de roulement (BFR) est calculé de la façon suivante :

- le BFR d'exploitation, comprenant les stocks, les créances clients, les dettes fournisseurs, les avances et acomptes versés ou reçus ainsi que les créances et dettes sociales et fiscales hors impôt sur les sociétés.
- le BFR hors exploitation, comprenant les créances et dettes sur fournisseurs d'immobilisations (y compris les acomptes versés ou reçus) et les créances et dettes fiscales liées à l'impôt sur les sociétés.

Au cours du premier semestre 2017-2018, le besoin en fonds de roulement a augmenté, passant de 29,1 millions d'euros au 31 mars 2017 à 48,3 millions d'euros au 30 septembre 2017. Cette variation s'analyse de la façon suivante :

- le BFR d'exploitation est passé de -7 millions d'euros au 31 mars 2017 à 19 millions d'euros au 30 septembre 2017. Cette variation s'explique principalement par la diminution des dettes fournisseurs (13 millions d'euros) et des autres dettes courantes (8,9 millions d'euros).
- le BFR hors exploitation est passé de 36,1 millions d'euros au 31 mars 2017 à 29,1 millions d'euros au 30 septembre 2017. Cette variation favorable de 7 millions d'euros s'explique principalement par l'augmentation des dettes d'impôts et la baisse des créances relatives au crédit impôt recherche (5,8 millions d'euros) et l'augmentation des dettes sur fournisseurs d'immobilisations (1,2 millions d'euros).

4.12.3. Fonds propres

Avec la conversion anticipée des OCEANES en actions ordinaires, le Groupe Soitec a poursuivi la restructuration du bilan et des fonds propres qui s'élèvent à 216,8 millions d'euros au 30 septembre 2017 contre 149,1 millions d'euros au 31 mars 2017.

La variation se compose principalement du résultat de la période de 23,2 millions d'euros et de l'impact de la conversion des OCEANES (2,1 millions d'euros sur le capital social et 38,8 millions d'euros sur la prime d'émission).

4.12.4. Dettes financières

La dette financière est passée de 120,9 millions d'euros à fin mars 2017 à 67,6 millions d'euros à fin septembre 2017.

Cette baisse de 53,3 millions d'euros est essentiellement expliquée par la conversion anticipée des OCEANES (-39,6 millions d'euros), par la baisse des lignes de crédit (-6,5 millions d'euros) et par la baisse des contrats de location financement (-2,7 millions d'euros).

4.12.5. Endettement net

L'endettement net (dettes financières moins trésorerie) s'est fortement amélioré et est devenu un endettement net négatif de 31,5 millions d'euros au 30 septembre 2017 (trésorerie supérieure aux dettes financières) contre un endettement net de 11,6 millions d'euros à fin mars 2017.

4.13. TRESORERIE ET FINANCEMENT

Les flux de trésorerie générés par l'activité ressortent positifs à hauteur de 3,8 millions d'euros pour le premier semestre 2017-2018 dont 5,9 millions d'euros de flux de trésorerie positifs pour les activités poursuivies et -2,2 millions d'euros de flux de trésorerie négatifs pour les activités abandonnées.

Pour les activités poursuivies cette variation s'explique par une capacité d'autofinancement positive de 34,9 millions d'euros qui a permis de répondre à une forte consommation en BFR sur la période (-29 millions d'euros) due en grande partie à la baisse des dettes fournisseurs (-13 millions) et d'autres dettes (-11,8 millions d'euros) incluant notamment 7,3 millions d'euros de décaissements non récurrents de charges sociales.

Les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement s'établissent à -1,9 millions d'euros au 30 septembre 2017, contre -2,2 millions d'euros au 30 septembre 2016. Les flux des activités poursuivies ressortent à -2,3 millions d'euros au 30 septembre 2017 et se composent principalement d'acquisition d'immobilisations sur le site de Bernin pour -10,3 millions et de 8,8 millions d'euros de dépôt de garantie récupérés par Soitec SA et qui était lié à une opération de financement de la ferme solaire sud-africaine.

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont été négatifs au premier semestre 2017-2018 (-9,1 millions d'euros). Ce montant se compose principalement de remboursement d'emprunts.

Au total, la trésorerie du Groupe a diminué de 10 millions d'euros au cours du premier semestre 2017-2018 pour atteindre 99 millions d'euros.

4.14. OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE GESTION DE TRESORERIE

La politique de gestion de la trésorerie mise en place par le Groupe vise à couvrir le risque de change vis-à-vis du dollar, sur les transactions commerciales comptabilisées au bilan et sur les transactions futures ayant un caractère hautement probable, via des ventes à terme ou des options. Le reste de la trésorerie est investi sur des placements monétaires à faible risque.

5 | INFORMATION SUR LES TENDANCES

Pour l'ensemble de l'exercice 2017-2018, sur la base de la solide performance enregistrée au 1er semestre 2017-2018, Soitec confirme attendre pour l'ensemble de l'exercice 2017-2018 une croissance d'environ 25% de son chiffre d'affaires à taux de change constants alors que le Groupe attend dorénavant un taux de marge d'EBITDA de l'activité Électronique (EBITDA/chiffre d'affaires, définition

de l'EBITDA précisée dans le paragraphe 7.3.) de l'ordre de 25%, intégrant l'impact de la comptabilité de couverture de change mise en place sur le dernier trimestre 2016-2017.

6 | INFORMATIONS FINANCIERES

6.1. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES AU 30 SEPTEMBRE 2017

6.1.1. Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	Notes	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2017	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2016
Ventes	7.3	142 975	112 134
Coût des ventes	-	(96 671)	(80 105)
Marge brute	7.3	46 305	32 029
Frais commerciaux et de marketing	7.3	(3 492)	(3 429)
Frais de recherche et développement	7.5.2	(9 533)	(9 670)
Frais généraux et administratifs	7.3	(10 737)	(9 493)
Résultat opérationnel courant	7.3	22 543	9 435
Autres produits opérationnels	7.5.4	-	-
Autres charges opérationnelles	7.5.4	(82)	(1 216)
Résultat opérationnel	-	22 461	8 220
Produits financiers	-	6 024	1 017
Charges financières	-	(1 482)	(6 906)
Résultat financier	-	4 542	(5 889)
Résultat avant impôts	-	27 003	2 331
Impôts	7.5.5	(2 637)	(243)
Résultat après impôts des activités poursuivies	-	24 366	2 088
Résultat après impôt des activités abandonnées	7.5.6	(1 195)	1 053
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	-	23 171	3 141
RESULTAT NET (PART DU GROUPE)	-	23 171	3 141
Résultat net de base par action (en euros) *	-	0,76	0,13
Résultat net dilué par action (en euros)*	-	0,74	0,12

*Suite au regroupement d'actions effectif au 8 février 2017 (décision de l'AG du 25 juillet 2016), à raison de 20 actions ordinaires

anciennes d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune contre une action nouvelle de 2,00 euros de valeur nominale, le résultat net de base et le résultat dilué par action du 30 septembre 2016 ont été recalculés pour permettre la comparabilité des états financiers.

Le résultat net de base par action est un profit de 0,76 euros, réparti entre les activités poursuivies (0,80 euros) et les activités abandonnées (-0,04 euros).

Le résultat dilué par action est un profit de 0,74 euros, réparti entre les activités poursuivies (0,78 euros) et les activités abandonnées (-0,04 euros).

6.1.2. Résultat global

(en milliers d'euros)	Notes	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2017	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2016
Résultat net de l'ensemble consolidé	6.1.1	23 171	3 141
Éléments du résultat global recyclables au compte de résultat :			
- dont écarts de change sur conversion des entités étrangères	6.1.4	(4 823)	1 261
- dont variation de la juste valeur des instruments de couverture	6.1.4	12 158	
- Impôt sur éléments passés en capitaux propres		(4 182)	
Éléments du résultat global non recyclables au compte de résultat :			
- dont réévaluations du passif au titre des régimes à prestations définies	6.1.4		(2 813)
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	3 153	(1 552)
RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE	6.1.4	26 324	1 590
<i>dont quote-part du Groupe</i>	6.1.4	26 324	1 590

6.1.3 Etats consolidés de la situation financière :

Actifs (en milliers d'euros)	Notes	30 septembre 2017	31 mars 2017
Actifs non courants			
Immobilisations incorporelles	7.4.1	4 088	4 009
Immobilisations corporelles	7.4.2	112 271	113 475
Actifs financiers non courants	7.4.3	12 654	12 167
Autres actifs non courants	7.4.4	36 911	31 341
Actifs d'impôts différés			-

Total des actifs non courants	-	165 924	160 992
Actifs courants			
Stocks	7.4.5	34 351	33 642
Clients et comptes rattachés	7.4.6	39 894	39 975
Autres actifs courants	-	11 153	14 840
Actifs financiers courants	-	10 634	1 797
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7.4.7	99 103	109 286
Total des actifs courants	-	195 134	199 540
Actifs destinés à être cédés et abandonnés	7.4.8	24 792	29 069
TOTAL DE L'ACTIF	-	385 851	389 601

Capitaux propres et passifs (en milliers d'euros)	Notes	30 septembre 2017	31 mars 2017
Capitaux propres			
Capital social	6.1.4	62 759	60 623
Primes liées au capital	6.1.4	926 302	887 516
Actions propres	6.1.4	(432)	(475)
Réserves et report à nouveau	6.1.4	(781 893)	(806 050)
Autres réserves	6.1.4	10 047	7 501
Capitaux propres (part du Groupe)	6.1.4	216 782	149 115
Total des capitaux propres de l'ensemble consolidé	6.1.4	216 782	149 115
Passifs non courants			
Dettes financières à long terme	7.4.11	60 835	104 656
Passifs d'impôts différés		2 091	
Provisions et autres passifs non courants	7.4.12	14 938	15 180
Total des passifs non courants		77 864	119 836
Passifs courants			
Dettes financières à court terme	7.4.11	6 728	16 204
Fournisseurs et comptes rattachés		31 405	44 430
Provisions et autres passifs courants		42 582	46 271
Total des passifs courants	-	80 715	106 906
Passifs des activités abandonnées	7.4.8	10 490	13 744
TOTAL DU PASSIF		385 851	389 601

6.1.4. Tableaux de variation des capitaux propres :

(en milliers d'euros)	Nombre d'actions **	Capital	Primes liées au capital	Actions propres	Réserves et report à nouveau	Autres réserves	Capitaux propres (part du Groupe)	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
31 mars 2016 publié	231 324 184	23 132	780 442	(475)	(816 339)	6 129	(7 111)	(7 111)
Impact correction d'erreur					(726)		(726)	(726)
31 mars 2016 retraité *	11 566 209	23 132	780 442	(475)	(817 065)	6 129	(7 837)	(7 837)
Eléments du résultat global recyclables au compte de résultat						1 261	1 261	1 261
- dont : écarts de change sur conversion des entités étrangères						1 261	1 261	1 261
- dont : réévaluations de la juste valeur des instruments éligibles à la comptabilité de couverture								
Eléments du résultat global non recyclables au compte de résultat						(2 813)	(2 813)	(2 813)
- dont : réévaluations du passif au titre des régimes à prestations définies						(2 813)	(2 813)	(2 813)
Total des produits et charges de l'exercice reconnus directement en capitaux propres						(1 552)	(1 552)	(1 552)
Résultat de l'exercice - activités poursuivies					2 087		2 087	2 087
Résultat de l'exercice - activités abandonnées					1 054		1 054	1 054
RESULTAT GLOBAL de la période	-	-	-	-	3 141	(1 552)	1 590	1 590
Exercices de stock-options et/ou attribution définitive d'actions gratuites	9 474	19			(19)		-	-
Opération sur capital	18 735 827	37 472	114 415				151 887	151 887
Frais d'augmentation de capital			(6 785)				(6 785)	(6 785)
Paiement fondé sur les actions					872		872	872
Autres					135		135	135
30 SEPTEMBRE 2016	30 311 510	60 623	888 072	(475)	(812 936)	4 577	139 862	139 862

* dans le cadre de l'application de la norme IAS 8, les réserves ont été corrigées d'une charge d'impôt de 170 milliers d'euros due au titre de l'exercice 2014-2015 et le résultat au 31 mars 2016 d'une charge d'impôt de 556 milliers d'euros due au titre de l'exercice 2015-2016 pour la filiale de Singapour.

** le nombre d'actions ordinaires a été divisé par 20, suite au regroupement d'actions effectif au 8 février 2017 (décision d'AG du 25 juillet 2016 de regroupement d'actions, de telle sorte que 20 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune soient échangées contre une action nouvelle de 2,00 euros de valeur nominale).

(en milliers d'euros)	Nombre d'actions ordinaires	Nombre d'actions de préférence *	Capital	Primes liées au capital	Actions propres	Réserves et report à nouveau	Autres réserves	Capitaux propres (part du Groupe)	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
31 mars 2017	30 311 510		60 623	887 516	(475)	(806 050)	7 501	149 115	149 115
Eléments du résultat global recyclables au compte de résultat									
-dont : écarts de change sur conversion des entités étrangères							(4 823)	(4 823)	(4 823)
- dont : réévaluations de la juste valeur des instruments éligibles à la comptabilité de couverture							12 158	12 158	12 158
- dont : impôts sur éléments reconnus directement en capitaux propres							(4 182)	(4 182)	(4 182)
Eléments du résultat global non recyclables au compte de résultat									
Total des produits et charges de l'exercice reconnus directement en capitaux propres							3 153	3 153	3 153
Résultat de l'exercice - activités poursuivies						24 366		24 366	24 366
Résultat de l'exercice - activités abandonnées						(1 195)		(1 195)	(1 195)
RESULTAT GLOBAL de la période						23 171	3 153	26 324	26 324
Exercices de stock-options et/ou attribution définitive d'actions gratuites		236 157	24			(24)			
Impact conversion des OCEANES	1 056 057		2 112	39 171		(1 396)		39 887	39 887
Frais d'augmentation de capital				(385)				(385)	(385)
Opération sur les titres autodétenus					43		(24)	19	19
Paiement fondé sur les actions						1 845		1 845	1 845
Reclassement						583	(583)	0	0
Autres						(23)		(23)	(23)
30 SEPTEMBRE 2017	31 367 567	236 157	62 759	926 302	(432)	(781 893)	10 047	216 782	216 782

* Suite à l'arrivée du terme, le 26 juillet 2017, de la période d'acquisition d'un an concernant 18 bénéficiaires du plan d'attribution gratuite d'actions de préférence approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire réunie le 11 avril 2016 (sur première convocation) et le 29 avril 2016 (sur seconde convocation), dont la mise en œuvre par le Conseil d'administration a débuté le 26 juillet

2016, 236 157 actions de préférence de 0,10 euro de valeur nominale chacune ont été émises au pair, entraînant une augmentation du capital social de la Société de 23 615,70 euros.

6.1.5. Tableau de flux de trésorerie

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2017	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2016
Résultat net des activités poursuivies	6.1.1	24 366	2 087
Résultat net des activités abandonnées	6.1.1-7.5.6	(1 195)	1 054
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	6.1.1	23 171	3 141
Elimination des éléments non monétaires :			
Dotations aux amortissements	7.5.3	9 345	11 070
Dépréciations pour perte de valeur sur immobilisations et amortissements accélérés	7.4.1-7.4.2	-	(446)
Dotations aux provisions nettes	-	852	(1 207)
Dotations aux provisions pour retraite	-	423	256
Résultat sur cessions d'actifs	-	(8)	(297)
Impôts	7.5.5	2 637	243
Résultat financier	-	(4 542)	5 889
Paiements fondés sur les actions	7.4.10	1 845	872
Éléments non monétaires liées aux activités abandonnées		(920)	(5 873)
Total		9 632	10 506
<i>Dont activités poursuivies</i>		10 552	16 379
EBITDA		32 803	13 647
<i>Dont activités poursuivies</i>		34 918	18 466
Augmentation (diminution) de trésorerie sur :			
Stocks		(717)	(3 117)
Clients et comptes rattachés		(1 029)	6 928
Autres créances		(2 319)	(1 054)
Fournisseurs et comptes rattachés		(13 150)	(14 189)
Autres dettes		(11 764)	(4 824)
Variation du besoin en fonds de roulement des activités abandonnées		(41)	338
Variation du besoin en fonds de roulement		(29 020)	(15 916)
<i>Dont activités poursuivies</i>		(28 981)	(16 254)
Flux de trésorerie générés par l'activité		3 783	(2 269)
<i>Dont activités poursuivies</i>		5 937	2 212
Acquisitions d'immobilisations incorporelles		(756)	(552)

Acquisitions d'immobilisations corporelles		(9 543)	(3 540)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		9	297
Acquisitions et cessions d'actifs financiers		8 029	792
Flux d'investissement et désinvestissement des activités abandonnées		388	783
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(1 873)	(2 221)
<i>Dont activités poursuivies</i>		<i>(2 261)</i>	<i>(3 003)</i>
Sommes reçues des actionnaires : augmentation de capital et exercice de stock-options		43	145 294
Tirages de lignes de crédit		-	9 245
Remboursement d'emprunts (y compris contrat de location financement)		(9 602)	(110 721)
Intérêts financiers reçus		538	64
Intérêts financiers versés		(1 256)	(5 424)
Flux de financement des activités abandonnées		1 209	(4)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		(9 068)	38 454
<i>Dont activités poursuivies</i>		<i>(10 277)</i>	<i>38 458</i>
Effet de la variation des cours des devises		(3 024)	89
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE		(10 183)	34 054
<i>Dont activités poursuivies</i>		<i>(9 625)</i>	<i>37 757</i>
Trésorerie à l'ouverture		109 286	49 068
Trésorerie à la clôture		99 103	83 122

7 | NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES DU 30 SEPTEMBRE 2017

7.1. PRESENTATION DE LA SOCIETE ET DE L'ACTIVITE

Soitec S.A. est une société anonyme régie par les dispositions de la loi française et cotée à Euronext Paris, compartiment B. Soitec S.A. et ses filiales sont ci-après dénommées « le Groupe ». Soitec S.A. est ci-après dénommée « la Société ».

Le Groupe opère sur deux segments d'activité :

- **Electronique** : activité historique du Groupe qui reflète la production et la commercialisation de substrats et de composants destinés à l'industrie des semi-conducteurs. Les plaques produites et vendues sont soit des plaques 300mm, soit des plaques de petites tailles (essentiellement 200mm).
- **Autres activités** : activités essentiellement abandonnées du Groupe incluant principalement le secteur Energie Solaire, qui avait trait à la production et la commercialisation de modules photovoltaïques à concentration, la réalisation, la conception et la construction de projets de centrales solaires photovoltaïques clés en main et l'exploitation d'installations photovoltaïques. Il inclut notamment les activités de financement liées à la centrale solaire sud-africaine de Touwsrivier (titres mis en équivalence détenus à 20% et prêt accordé à l'un des actionnaires de la centrale) qui sont des actifs disponibles à la vente et il comprend quelques activités de maintenance encore en cours notamment en Europe et aux Etats unis. Dans ce secteur Energie Solaire, seul le dépôt de garantie liée à l'emprunt obligataire en Afrique du Sud avait été maintenu en activité poursuivie au 31 mars 2017.

7.2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

7.2.1. Principes de préparation des états financiers

Base de préparation

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« Information financière intermédiaire »).

Les états financiers consolidés semestriels ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 mars 2017.

Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 mars 2017 sont disponibles sur demande au siège social de la Société situé Parc Technologique des Fontaines à Bernin (38190), ou sur le site internet www.soitec.com.

Méthodes comptables significatives

Les principes comptables et les règles d'évaluation appliqués par le Groupe dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 septembre 2017 sont les mêmes que ceux qui ont été retenus pour les états financiers consolidés du Groupe au 31 mars 2017 à l'exception de la comptabilisation de l'impôt sur le résultat qui est provisionné dans les comptes intermédiaires sur la base de la meilleure estimation du taux d'impôt annuel attendu pour la totalité de la période annuelle.

Les normes, amendements et interprétations retenus pour l'élaboration des comptes consolidés au 30 septembre 2017 sont ceux publiés au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) avant le 30 septembre 2017 et qui sont d'application obligatoire à cette date.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/info/law/international-accounting-standards-regulation-ec-no-1606-2002_fr.

Le Groupe a adopté les normes, amendements aux normes et interprétations suivantes, adoptées par l'Union Européenne et d'application obligatoire à compter du 1er avril 2017 (sous réserve de leur approbation par l'Union Européenne):

Modification d'IAS 7 : Initiative concernant les informations à fournir

Modification d'IAS 12 : Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes

Améliorations annuelles 2014-2016

Ces nouvelles normes et interprétations, n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes, interprétations et amendements d'application non obligatoire ou ne pouvant être anticipés au 1^{er} Janvier 2017. Il s'agit principalement des normes :

IFRS 9 « Instruments financiers »

IFRS 15 « Produits des activités ordinaires obtenus de contrat conclus avec des clients »

IFRS 16 « contrats de locations »

L'impact résultant de l'adoption de ces normes, amendements et interprétations que le Groupe n'a pas adopté par anticipation est en cours d'évaluation.

Jugements et estimations significatifs

Dans le cadre du processus normal d'établissement des comptes consolidés, la détermination de certaines données nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations, appréciations de la part de la Direction du Groupe, qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif ainsi que les informations fournies dans certaines notes de l'annexe à la date d'établissement de ces informations financières et les montants présentés au titre des produits et des charges. Ils portent en particulier sur les dépréciations des actifs non courants, la valorisation du coût du plan d'attribution gratuite d'actions de préférence, les dépréciations de stocks, l'activation des déficits reportables, le montant des provisions pour risques et charges ou des provisions pour engagements sociaux et commerciaux. Ces hypothèses, estimations ou appréciations sont élaborées sur la base d'informations

disponibles ou de situations existantes à la date d'arrêté des états financiers intermédiaires résumés au 30 septembre 2017. En fonction de l'évolution des hypothèses considérées ou de conditions économiques différentes de celles existantes à cette date, les montants qui figureront dans les futurs états financiers du Groupe pourraient différer significativement des estimations actuelles notamment en ce qui concerne les coûts liés aux fermetures ou cessions des activités du secteur Energie Solaire et la valeur recouvrable des actifs de Singapour. Concernant les actifs en cours de cession, les prix de vente attendus ne sont pas inférieurs à leur valeur nette comptable.

7.2.2. Événements de la période

- **Evolution du mode de gouvernance de Soitec : dissociation des fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général**

Victoire de Margerie a été élue Président du Conseil d'administration en date du 26 juillet 2017. Paul Boudre continue d'assurer la direction exécutive de la société en sa qualité de Directeur Général.

Le communiqué de presse du 27 juillet 2017 est disponible sur le site internet de la Société (www.soitec.com).

- **Amortissement anticipé des OCEANES**

La société a poursuivi ses actions de désendettement. Le 08 août 2017 elle a procédé avec succès à l'amortissement anticipé de ses OCEANES avec un taux de conversion en actions de 98,74%. Par conséquent, les détenteurs d'OCEANES ayant opté pour l'attribution d'actions se sont vus octroyer 1 056 057 actions nouvelles ordinaires contre 16 001 014 OCEANES. Les autres ont reçu un remboursement en numéraire de leurs OCEANES (204 250 OCEANES non présentées à la conversion), pour un montant total d'environ 541 mille euros.

A l'issue du processus d'amortissement anticipé, le capital social de la Société a été augmenté d'un montant de 2 112 milliers d'euros, soit d'environ 3,48% et la prime d'émission a été augmentée d'un montant de 38 786 milliers d'euros.

- **Annnonce d'un accord long terme avec un client stratégique majeur concernant le FD-SOI**

Un accord à long terme concernant la fourniture de plaques de FD-SOI a été signé entre GlobalFoundries et Soitec. Cette étape stratégique contribuera à garantir l'approvisionnement en volume de produits issus de la technologie FD-SOI.

Le communiqué de presse du 19 septembre 2017 est disponible sur le site internet de la Société (www.soitec.com).

- **Annnonce du redémarrage de l'usine de Paris Ris**

Le Groupe a annoncé en septembre 2017 le lancement d'une ligne pilote de production de plaques de silicium sur isolant totalement déplétées (FD-SOI, Fully Depleted Silicon-On-Insulator) dans son usine de Singapour. Ce lancement est la première étape vers la fabrication de plaques de FD-SOI à Singapour et l'approvisionnement du marché mondial des semi-conducteurs en substrats FD-SOI auprès de différents sites de production.

Le Groupe prévoit d'obtenir les qualifications par les clients de la ligne au premier semestre de 2019, puis d'augmenter la capacité en fonction de l'engagement du marché. Le montant de l'investissement correspondant au lancement de cette ligne pilote représente environ 40 millions de dollars qui seront dépensés sur une période de 24 mois.

7.2.3. Périmètre de consolidation

Toutes les participations dont le Groupe a le contrôle sont consolidées .

Le Groupe considère qu'il détient un contrôle exclusif sur une entité faisant l'objet d'un investissement lorsque (i) il détient le pouvoir sur cette entité, (ii) il est exposé ou a droit à des rendements variables en raison des liens avec cette entité, et (iii) il a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient de l'entité.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif et jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Au 30 septembre 2017, les états financiers consolidés intègrent les comptes de la Société et des filiales listées ci-dessous :

Entités	Date d'entrée dans le périmètre	Pourcentage de contrôle d'intérêt	Pays	Monnaies fonctionnelles
Soitec USA Inc.	1997	100,00 %	Etats-Unis	Dollar américain
Soitec Japan Inc.	Juin 2004	100,00 %	Japon	Yen japonais
Soitec Microelectronics Singapore Pte LTD	Juin 2006	100,00 %	Singapour	Dollar américain
Soitec Korea	Juillet 2011	100,00 %	Corée du Sud	Dollar américain
Soitec Corporate Services	Juillet 2012	100,00 %	France	Euro
Soitec Trading Shanghai	Novembre 2013	100,00 %	Chine	Yuan

Entités du secteur Energie Solaire :

Soitec Solar GmbH	Décembre 2009	100,00 %	Allemagne	Euro
Soitec Solar Inc.	Décembre 2009	100,00 %	Etats-Unis	Dollar américain
Soitec Solar Industries LLC	Décembre 2009	100,00 %	Etats-Unis	Dollar américain
Soitec Solar USA Real Estate LLC	Janvier 2014	100,00 %	Etats-Unis	Dollar américain
Soitec Solar Development LLC	Septembre 2010	100,00 %	Etats-Unis	Dollar américain
Soitec Solar France SAS	Octobre 2011	100,00 %	France	Euro
Soitec Solar Chile	Juillet 2013	100,00 %	Chili	Pesos chilien

Soitec Solar RSA Ltd	Avril 2011	100,00 %	Afrique du Sud	Rand
CPV Power Plant n°1 Ltd (Touwsrivier)	Octobre 2009	20,00 %	Afrique du Sud	Rand
CPV Power Plant n°1 Bond SPV Ltd	Septembre 2012	20,00 %	Afrique du Sud	Rand
Entités projets* du secteur solaire:				
Sorrel Solar Farm LLC	Février 2012	100,00 %	EtatsUnis	Dollar américain
CPV Power Plant n°1 Equity SPV Ltd	Février 2014	100,00 %	Afrique du Sud	Rand
CPV Power Plant n°2 Ltd	Septembre 2010	100,00 %	Afrique du Sud	Rand
Black Mountain CPV Power Plant n° 3	Mars 2012	100,00 %	Afrique du Sud	Rand
Schmidtsdrift CPV Power Plant n° 4	Mars 2012	100,00 %	Afrique du Sud	Rand

* Dans le cadre de son activité Energie Solaire, le Groupe a pu être amené à créer des structures juridiques dédiées pour héberger les permis, autorisations administratives, coûts et revenus liés à des projets de centrales solaires. En règle générale, ces structures juridiques étaient destinées à être cédées à des investisseurs une fois les projets suffisamment avancés.

L'entité sortie du périmètre de consolidation au cours de la période est la suivante :

Entités	Variation de périmètre
Newberry Solar 1 LLC	Société cédée

Cette sortie n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat 2017-2018.

7.3. INFORMATION SECTORIELLE

Comme indiqué en note « Présentation de l'activité », le Groupe opère sur deux segments d'activité :

- la production et la commercialisation de substrats et de composants destinés à l'industrie microélectronique (Electronique),
- les autres activités abandonnées du Groupe (Autres Activités) : activité Energie solaire (exploitation et maintenance d'installations photovoltaïques), activité Lighting cédée en mars 2016 (mise au point

des matériaux destinés à la fabrication de diodes électroluminescentes) et activité Equipements vendue en mars 2016 (vente d'équipements).

Information sur le calcul de l'EBITDA :

L'EBITDA présenté dans le tableau de l'analyse sectorielle représente le résultat opérationnel courant (EBIT) avant dépréciations, amortissements, éléments non monétaires liés aux paiements fondés sur les actions et aux variations des provisions sur les éléments de l'actif courant et des provisions pour risques et charges. Cet indicateur est une mesure quantitative non IFRS utilisée pour mesurer la capacité de l'entreprise à générer de la trésorerie à partir de ses activités opérationnelles. L'EBITDA n'est pas défini par une norme IFRS et ne doit pas être considéré comme une alternative à tout autre indicateur financier.

L'information sectorielle se présente comme suit :

Répartition du compte de résultat consolidé:

<i>(en milliers d'euros)</i>	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2017			Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2016*		
	Electronique	Autres activités	Total	Electronique	Autres activités	Total
Ventes	142 975		142 975	112 134		112 134
Marge brute	46 305		46 305	32 029		32 029
Frais de recherche bruts	(22 337)		(22 337)	(21 315)		(21 315)
Ventes de prototypes et autres revenus	3 656		3 656	2 198		2 198
Subventions et avances remboursables	9 148		9 148	9 446		9 446
Frais de recherche nets	(9 533)		(9 533)	(9 670)		(9 670)
Frais commerciaux	(3 492)		(3 492)	(3 429)		(3 429)
Frais généraux et administratifs	(10 738)		(10 738)	(9 492)		(9 492)
Résultat opérationnel courant	22 543		22 543	9 436		9 436
Autres produits opérationnels						
Autres charges opérationnelles	(82)		(82)	(1 216)		(1 216)
Autres produits et charges opérationnels	(82)		(82)	(1 216)		(1 216)
EBIT	22 461		22 461	8 221		8 220
Amortissements	9 345		9 345	11 070		11 070
Dépréciation pour perte de valeur sur immobilisations et amortissements accélérés				(446)		(446)
Paiements fondés sur les actions	1 845		1 845	872		872
Dotations aux provisions nettes	852		853	(1 207)		(1 207)
Dotations aux provisions retraite	423		423	256		256
Résultat sur cession d'actif	(8)		(8)	(297)		(297)
EBITDA des activités abandonnées		(2 115)	(2 115)		(4 821)	(4 821)
EBITDA	34 918	(2 115)	32 803	18 467	(4 821)	13 648

* Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5, le compte de résultat consolidé a été retraité des activités du segment Autres Activités, présentées en activités abandonnées.

Répartition du bilan:

(en milliers d'euros)	30 septembre 2017			31 mars 2017		
	Electronique	Autres Activités	Total	Electronique	Autres Activités	Total
Immobilisations incorporelles nettes	4 088		4 088	4 009		4 009
<i>Dont goodwill</i>						
Immobilisations corporelles nettes	112 271		112 271	113 475		113 475
Actifs financiers non courants	12 654		12 654	8 201	3 966	12 167
Autres actifs non courants	36 911		36 911	31 341		31 341
Actifs non courants (1)	165 924		165 924	157 026	3 966	160 992
Stocks	34 351		34 351	33 642		33 642
Clients et comptes rattachés	39 894		39 894	39 975		39 975
Actifs financiers courants	10 634		10 634	1 797		1 797
Autres actifs courants	11 153		11 153	14 840		14 840
Actifs courants (2)	96 032		96 032	90 254	-	90 254
Fournisseurs et comptes rattachés	31 405		31 405	44 430		44 430
Autres dettes courantes et non courantes	57 520		57 520	61 451		61 451
Passifs courants et non courants (3)	88 925		88 925	105 881		105 881
Actifs destinés à être cédés et abandonnés (a)		24 792	24 792		29 069	29 069
Passifs destinés à être cédés et abandonnés (b)		10 490	10 490		13 744	13 744
Actifs nets destinés à être cédés et abandonnés (4 = a - b)		14 302	14 302		15 325	15 325
Capitaux employés (1) + (2) - (3) + (4)	173 031	14 302	187 333	141 399	19 291	160 690

Les autres actifs non courants ont été inclus dans la répartition du bilan sectoriel au 30 Septembre 2017 et 31 mars 2017.

Les actifs financiers non courants sur le segment solaire au 31 mars 2017 concernaient un dépôt de garantie lié à l'emprunt obligataire en Afrique du Sud pour 3 966 milliers d'euros.

Répartition du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires par secteur s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2017*	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2016*
SOI 300mm	44 867	22 031
Small diameters	93 922	87 384
Royalties	4 186	2 719
Total Electronique	142 975	112 134
Chiffre d'affaires total	142 975	112 134

* Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5, le chiffre d'affaires du segment Autres Activités a été reclassé en « Résultat des activités abandonnées » (voir note 7.5.6).

7.4. NOTES SUR LE BILAN

N'ayant pas identifié de nouveaux indices de perte de valeur, le Groupe n'a pas actualisé les tests de dépréciation lors de l'arrêté semestriel au 30 septembre 2017.

7.4.1 Immobilisations incorporelles

Au cours du premier semestre 2017-2018, le détail des variations des valeurs nettes par catégorie d'immobilisations est le suivant :

(en milliers d'euros)	Good will	Projets de développement capitalisés	Concessions, brevets et autres droits	Logiciels	Immobilisations incorporelles en cours	Total
31 mars 2017	-	1 484	548	1 047	929	4 009
Mises en service	-	-	-	610	(610)	-
Acquisitions	-	-	-	-	756	756
Amortissements (dotation de la période)	-	(186)	(88)	(404)	-	(678)
30 SEPTEMBRE 2017	-	1 298	461	1 253	1 075	4 088

7.4.2 Immobilisations corporelles

Au cours du premier semestre 2017-2018, le détail des variations des valeurs nettes par catégorie d'immobilisations est le suivant :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Constructions	Matériels et outillages	Autres	Immobilisations corporelles en cours	Total
31 mars 2017	76 442	29 338	371	7 323	113 474
Mises en service	861	2 459	360	(3 680)	-
Acquisitions	-	-	-	10 706	10 706
Ecarts de conversion	(3 233)	(7)	(2)		(3 242)
Amortissements (dotation de la période)	(4 510)	(4 020)	(136)	-	(8 666)
Cessions ou mises au rebut	-	-	(2)	-	(2)
30 SEPTEMBRE 2017	69 560	27 770	591	14 349	112 271

7.4.3. Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 septembre 2017	31 mars 2017
Actifs financiers - Participations détenues	8 493	7 743
Prêts	180	180
Dépôts et cautionnements		8 822
Liquidités soumises à restriction	133	133
Instruments financiers dérivés actifs	5 662	1 833
Valeur brute	14 468	18 711
Actifs financiers - Participations détenues	(1 634)	(1 509)
Prêts	(180)	(180)
Autres actifs financiers		(4 856)
Provision pour dépréciation	(1 813)	(6 545)
Valeur nette des actifs financiers non courants	12 654	12 167

La variation des dépôts et cautionnements et celle de la provision des autres actifs financiers concerne un dépôt de garantie lié à l'emprunt obligataire en Afrique du Sud qui a été récupéré sur ce premier semestre de l'exercice 2017-2018.

Les instruments financiers dérivés présentés en non courant sont à une échéance ultérieure au 30 septembre 2018.

7.4.4. Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 septembre 2017	31 mars 2017
Créances fiscales	36 405	30 819
Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations	172	170
Dépôts et cautionnements	334	352
Valeur brute	36 911	31 341
Valeur nette des autres actifs non courants	36 911	31 341

7.4.5 Stocks

Les stocks s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 septembre 2017	31 mars 2017
Matières premières	23 522	19 555
En-cours de production	8 670	8 113
Produits finis et marchandises	9 758	14 057
Valeur brute	41 951	41 723
Provisions pour dépréciations	(7 600)	(8 081)
Valeur nette des stocks	34 351	33 642

7.4.6. Créances clients

Au 30 Septembre 2017, l'échéancier des créances est résumé ci-après :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Total des créances clients	Non échues et non dépréciées	Echues depuis moins de 30 jours	Echues depuis 30 à 60 jours	Echues depuis 60 à 90 jours	Echues depuis plus de 90 jours
Valeur brute	39 987	38 213	1 211	19	502	42
Provision pour dépréciation	(93)	-	-	-	-	(93)
Valeur nette 30 septembre 2017	39 894	38 213	1 211	19	502	(51)
Valeur brute	40 076	38 209	859	926		82
Provision pour dépréciation	(101)	(12)		(6)		(83)
Valeur nette 31 mars 2017	39 975	38 197	859	920		(1)

7.4.7. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste trésorerie et équivalents de trésorerie s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 septembre 2017	31 mars 2017
Trésorerie	59 103	68 286
Equivalents de trésorerie	40 000	41 000
Valeur totale de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	99 103	109 286

7.4.8. Activités abandonnées

Suite à la décision d'arrêt des activités dans le secteur Energie Solaire, le Groupe a arrêté toutes ses activités de production et de recherche et développement à San Diego (Etats-Unis) et Freiburg (Allemagne) et a continué la vente des actifs résiduels. Sont inclus dans ces actifs résiduels à céder les actifs financiers liés à la centrale solaire en Afrique du Sud : les titres mis en équivalence pour CPV Power Plant n°1 et CPV Bond détenus à hauteur de 20%, et le financement (principal et intérêts) consenti à l'un des actionnaires de la centrale de Touwsrivier, dont le Groupe considère le critère hautement probable de vente dans un délai de 12 mois. .

Les actifs et passifs résiduels sont présentés ci-dessous :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Actifs et passifs destinés à être cédés et abandonnés	
	30 septembre 2017	31 mars 2017
Projets de centrales solaires	-	1 360
Sociétés mises en équivalence	6 925	8 698
Actifs financiers non courant	14 733	16 495
Autres actifs non courants	8	8
Actifs non courants	21 666	26 561
Clients et comptes rattachés	1 005	869
Autres actifs courants	77	287
Actifs financiers courants	2 044	1 352
Actifs courants	3 126	2 508
Actif total (1)	24 792	29 069
Passifs non courants	-	-
Dettes financières à court terme	1 812	1 165
Fournisseurs et comptes rattachés	450	573
Provisions et autres dettes courantes	8 228	12 006
Passifs courants	10 490	13 744
Passif total (2)	10 490	13 744
Actif net (1) - (2)	14 302	15 325

Les actifs et passifs destinés à être cédés liés à la centrale solaire de Touwsvrivier en Afrique du Sud au 30 septembre 2017 concernent :

- les titres de CPV Power Plant n°1 (Touwsvrivier) détenus à 20 % et sa filiale CPV Bond. Les titres de participations ont été évalués à leur juste valeur (6 925 milliers d'euros au 30 septembre 2017 contre 8 698 milliers d'euros au 31 mars 2017).
- une créance de 14 733 milliers d'euros au 30 septembre 2017 (contre 16 495 milliers d'euros au 31 mars 2017, la variation entre les deux exercices correspondant au seul effet de change).

Concernant les autres actifs et passifs résiduels :

- Le poste « projets de centrales solaires » au 31 mars 2017 (1360 milliers d'euros) concernait la centrale de Newberry aux Etats-Unis qui a été cédée le 1er mai 2017.
- Les postes d'actifs financiers courants et de passifs financiers courants correspondent à de la trésorerie à verser à un tiers suite aux distributions de CPV Power Plant n°1.
- Le poste « provisions et autres dettes » est principalement constitué des provisions qui sont détaillées ci-après. Elles sont relatives aux activités qui ont été arrêtées ou vendues et aux engagements sous-jacents à ces arrêts ou ventes d'activités :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 mars 2017	Dotations de la période	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Ecart de conversion	Reclassement	30 septembre 2017
- Plan de départ	3						3
Coût de fin d'opération et indemnisations			(163)			498	335
Site de Bernin	3		(163)			498	339
- Départ des salariés	184			(110)			74
- Démantèlement de centrales solaires (hors Etats-Unis) et indemnisations	3 988	85	(89)	(276)		(498)	3 210
- Coûts de fin d'opérations	1 453	114	(571)				996
Site de Freiburg	5 626	199	(660)	(386)		(498)	4 280
- Coûts de fin d'opérations	1 257	352	(442)		(115)		1 051
- Démantèlement des centrales solaires situées aux Etats-Unis et indemnisations	2 116		(703)		(174)		1 238
Site de San Diego	3 372	352	(1 145)		(289)		2 289
- Coûts de fin d'opérations	172						
Site Afrique du Sud	172		(27)		(18)		127
Total	9 174	551	(1 996)	(386)	(307)		7 035

7.4.9. Affectation du résultat

L'assemblée générale des actionnaires du 26 juillet 2017 a décidé de porter le bénéfice en report à nouveau et de ne pas distribuer de dividendes.

7.4.10. Paiements fondés sur des actions

Suite à la décision de mise en place d'un plan d'attribution gratuite d'actions de préférence, des droits conditionnels à actions de préférence ont été attribués au bénéfice de salariés et mandataires sociaux éligibles. Ces droits permettront l'attribution définitive d'actions de préférence, puis une conversion en actions ordinaires, sous conditions de présence et de réalisation de conditions de performance basées sur l'atteinte d'un cours de bourse cible et de critères de performance interne basés sur l'atteinte d'un niveau d'EBITDA cible sur les exercices 2017-2018 et 2018-2019. A fin septembre 2017, 236 157 actions de préférence ont été attribuées définitivement.

Le montant comptabilisé dans le compte de résultat pour la période close au 30 septembre 2017 au titre de ce plan d'attribution gratuite d'actions de préférence est une charge de 2 519 milliers d'euros, forfait social inclus (contre une charge de 8 024 milliers d'euros pour l'exercice clos le 31 mars 2017).

7.4.11. Emprunts et dettes financières

Les échéances de remboursement des emprunts et dettes financières au 30 septembre 2017 se présentent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 septembre 2017			Total	31 mars 2017
	<1 an	1 à 5 ans	> 5 ans		
Contrats de location financement :					
Mobilier	4 498			4 498	7 174
Emprunts :					
Emprunt obligataire : OCEANE 2018					39 634
Autres emprunts et dettes financières :					
Avances remboursables	1 096	2 790	8 871	12 757	13 360
Fournisseurs financiers					369
Instruments financiers dérivés passifs	55	181		236	3 735
Ligne de crédit autorisée utilisée	1 079	48 993		50 072	56 589
Total des emprunts et dettes financières	6 728	51 964	8 871	67 563	120 860

La variation sur les emprunts obligataires correspond à l'amortissement anticipé des OCEANES effectué le 08 août 2017 (conversion des OCEANES en actions avec un taux de conversion de 98.74%).

7.4.12. Provisions et autres passifs non courants

Les provisions et autres passifs non courants s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 septembre 2017	31 mars 2017
Produits constatés d'avance	6 023	6 731
Dépôts et cautionnements reçus	61	67
Débiteurs divers		-
Passifs non courants	6 084	6 798
Provisions	8 854	8 382
Provisions et autres dettes non courantes	14 938	15 180

Au 30 septembre 2017, les principaux produits constatés d'avance sont les suivants :

- Un prépaiement sur un accord de licence conclu en mars 2011 dans le domaine des capteurs d'images, pour un montant total de 2 283 milliers d'euros, répartis entre une part non courante pour 1 631 milliers d'euros et une part courante pour 652 milliers d'euros.
- Un prépaiement sur un accord de licence conclu en mai 2014 dans le domaine des applications de radio fréquence et des applications de puissance, pour un montant total de 5 157 milliers d'euros, répartis entre une part non courante pour 4 393 milliers d'euros et une part courante pour 764 milliers d'euros.

Les provisions pour risques et charges non courantes sont constituées principalement de la provision pour indemnités de départ en retraite pour un montant de 8 854 milliers d'euros.

7.4.13. Provisions

Les provisions s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 mars 2017	Dotations de l'exercice	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Ecart de conversion	Ecart actuariels classés en Autres Eléments du résultat global	30 septembre 2017
Provisions courantes :							
Pour litiges	1 258	974	(73)	(11)			2 148
Pour restructuration	987		(41)		(48)		898
Total courant	2 245	974	(114)	(11)	(48)		3 046
Provisions non courantes :							
Pour retraites	8 382	488			(16)		8 854
Pour litiges	-						
Pour garantie	-						
Pour restructuration	-						
Total non courant	8 382	488			(16)		8 854

Les provisions pour restructurations pour les activités poursuivies sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 mars 2017	Dotations de la période	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Ecart de conversion	30 septembre 2017
Exercices 2012-2013 et 2013-2014						
- Frais d'arrêt d'équipements de production	319		(2)			317
Site de Bernin	319		(2)			317
Exercices 2014-2015 : Cession du fonds de commerce de Soitec Specialty Electronics						
- Départ des salariés	108					108
- Démantèlement et remise en état du site	50		(39)			11
Site de Villejust	158		(39)			119
Exercices 2014-2015 : Arrêt de la production						
- Démantèlement des équipements et frais d'arrêt de la production	510				(48)	462
Site de Singapour	510				(48)	462
Total	987		(41)		(48)	898

7.4.14. Instruments financiers

Classement des instruments financiers conformément à IFRS 13:

La répartition par niveau des instruments financiers à la juste valeur est la suivante :

(en milliers d'euros)	Notes	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Valeur nette au bilan
Actifs :					
Autres placements financiers	-	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	99 103	-	-	99 103
Instruments dérivés actifs	-	-	16 197	-	16 197
Passifs :					
Instruments dérivés passifs	-	-	(237)	-	(237)
Valeur nette au 30 septembre		99 103	15 960	-	115 063

(en milliers d'euros)	Notes	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Valeur nette au bilan
2017					
Actifs :					
Autres placements financiers	-	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	109 286	-	-	109 286
Instruments dérivés actifs	-	-	3 419	-	3 419
Passifs :					
Instruments dérivés passifs	-	-	(3 735)	-	(3 735)
Valeur nette au 31 mars 2017		109 286	(316)	-	108 970

Il n'y a pas eu de transferts entre le Niveau 1 et le Niveau 2 pour la hiérarchie de juste valeur pour les actifs et passifs qui sont évalués à la juste valeur entre le 30 septembre 2017 et le 31 mars 2017.

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés de change dans le but de couvrir les risques liés aux variations des devises qui peuvent survenir dans le cadre de ses opérations courantes. Les instruments utilisés par le Groupe sont des ventes de dollar US (termes et options) et des achats de JPY contre Euro.

Le portefeuille d'instruments financiers dérivés de couverture du change est le suivant au 30 septembre 2017 :

(en milliers d'euros)	30 septembre 2017	31 mars 2017
Dérivés actifs	16 197	3 419
Dérivés actifs – couverture de flux de trésorerie	14 033	3 419
Dérivés actifs – couverture de juste valeur	2 164	
Dérivés passifs	(237)	(3 581)
Dérivés passifs – couverture de flux de trésorerie	(237)	(2 711)
Dérivés passifs – couverture de juste valeur		(870)

Les montants comptabilisés sur la période conduisent, après impôts différés, à une augmentation des autres éléments du résultat global de 7 976 milliers d'euros et à une augmentation du résultat de 4 millions d'euros.

La valeur de marché des instruments de couverture a été estimée à l'aide d'un ou plusieurs modèles couramment utilisés.

7.5. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

7.5.1 Frais de personnel

Les frais de personnel comptabilisés en charge s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2017 *	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2016 *
Charges de personnel y compris charges sociales**	(38 438)	(36 257)
Crédit impôt compétitivité emploi	594	491
Retraites	(428)	(290)
Charges liées aux paiements fondés sur les actions	(1 845)	(872)
Total des frais de personnel	(40 117)	(36 929)

* Les données présentées n'incluent pas les activités abandonnées.

** Les charges de personnel présentées comprennent également la charge d'intéressement et de participation.

La principale variation par rapport à la période de 6 mois au 30 Septembre 2016 correspond au coût du plan d'attribution gratuite d'actions de préférence qui a été comptabilisé au 30 Septembre 2017 pour un montant total de 2 519 milliers d'euros, forfait social inclus.

7.5.2 Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2017	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2016
Frais opérationnels de recherche et développement bruts	(22 337)	(21 314)
Ventes de prototypes	3 656	2 198
Subventions de recherche et développement comptabilisées au résultat	2 804	3 466
Avances remboursables comptabilisées au résultat		-
Crédit impôt recherche	6 344	5 980
Autres revenus		

Total des produits déduits des frais opérationnels bruts	12 804	11 644
Total des frais opérationnels de recherche et développement nets	(9 533)	(9 670)

Les dépenses de recherche et développement (R&D) sont essentiellement constituées de frais de recherche et sont comptabilisées en résultat.

7.5.3. Dotations aux amortissements incluses dans le compte de résultat consolidé

<i>(en milliers d'euros)</i>	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2017	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2016
Coût des ventes	(6 676)	(7 843)
Frais de recherche et développement	(2 565)	(2 945)
Frais commerciaux	(3)	(4)
Charges administratives	(101)	(278)
Total des dotations aux amortissements	(9 345)	(11 070)

7.5.4. Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels au compte de résultat se répartissent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2017	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2016
Total des autres produits opérationnels		
Frais liés aux mesures de restructuration et aux litiges	(82)	(1 215)
Charges liées aux tests de dépréciation des actifs non courants		
Autres charges		
Total des autres charges opérationnelles	(82)	(1 215)
Total net des autres produits et charges opérationnels	(82)	(1 215)

7.5.5. Charge d'impôt

L'écart entre l'impôt sur les sociétés théorique, calculé selon le taux en vigueur en France (34,43% pour le 30 septembre 2017 et 2016) et la charge d'impôt reflétée au compte de résultat s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2017	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2016
Produit (charge) théorique d'impôt sur les sociétés au taux en vigueur	(9 297)	(803)
Imputation de déficits reportables	3 555	534
Impôts différés non activés	3 663	(5 493)
Provisions et charges non déductibles	(2 004)	3 844
Produits non taxables (crédits d'impôt)	2 389	1 952
Autres écarts d'estimation de provisions pour impôts	(943)	(277)
Produit (charge) d'impôt total	(2 637)	(243)

7.5.6. Résultat net des activités abandonnées

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2017	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2016
Ventes		818	376
Charges de la période	-	(334)	(548)
Résultat opérationnel courant	-	484	(170)
Autres charges opérationnelles nettes	-	(783)	(1 757)
Résultat opérationnel	-	(299)	(1 926)
Résultat financier	-	(840)	2 981
Résultat avant impôt	-	(1 139)	1 055
Impôt	-	(56)	(2)
Résultat après impôt des activités abandonnées		(1 195)	1 053

Au 30 septembre 2017, le résultat opérationnel est une perte de 299 milliers d'euros incluant un chiffre d'affaires résiduel sur des projets photovoltaïques en France, du revenu lié à des contrats de maintenance de centrales solaires aux Etats-Unis, des charges opérationnelles courantes et de sorties des activités du solaire. Le résultat financier des activités abandonnées est composé principalement de pertes de change latentes liées à la dépréciation du ZAR (-2,4 millions d'euros), d'un gain de change latent relatif au dollar (+0,6 million d'euros), d'une perte de change réalisée (-0,2 million d'euros) et d'un produit financier lié à un versement d'intérêts sur un prêt consenti à l'un des actionnaires de la centrale Touwsrivier (1,3 millions d'euros).

Au 30 septembre 2016, les ventes des activités abandonnées correspondaient en majorité à une vente de propriété industrielle sur Soitec GMBH. Les autres charges opérationnelles nettes étaient principalement composées de dotations supplémentaires liées aux provisions pour restructuration des activités solaires (charge de 1 390 milliers d'euros). Le résultat financier des activités abandonnées était composé principalement de gains de change latents liés à l'appréciation du ZAR (1,8 millions d'euros), d'une perte de change latente relative au dollar (-0,1 million d'euros) et d'un produit financier lié à un versement d'intérêts sur un prêt consenti à l'un des actionnaires de la centrale Touwsrivier (1,2 millions d'euros).

7.6. AUTRES INFORMATIONS

7.6.1. Saisonnalité de l'activité

L'activité du Groupe ne présente pas de caractère saisonnier. Les fluctuations des ventes pourraient être liées aux phases de lancement de nouvelles générations de produits qui ne sont généralement pas saisonnières et de façon globale, les effets saisonniers pouvant affecter certaines applications sont dilués par la diversité des marchés adressés : produits de consommation (smart phones, consoles de jeu, micro-ordinateurs, tablettes, ...), produits industriels ou destinés aux entreprises (automobile, serveurs).

7.6.2. Informations relatives aux parties liées

A l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire et extraordinaire des actionnaires du 26 juillet 2017 et de la réunion du Conseil d'administration du même jour, la composition de ce dernier a évolué. Victoire de Margerie, nouvellement nommée comme administratrice, a pris la suite de Joseph Martin, qui avait exprimé son souhait de ne pas voir renouveler son mandat arrivant à expiration. Depuis cette date, le Conseil d'administration est ainsi composé de :

- Victoire de Margerie, qui en a pris la présidence dans le cadre de la décision du Conseil d'administration de dissocier les fonctions de Président et de Directeur Général,
- Paul Boudre, qui continue par ailleurs à assurer la direction exécutive de la Société en sa qualité de Directeur Général,
- Monica Beltrametti,

- Bpifrance Investissement, représentée par Thierry Sommelet,
- Bpifrance Participations, représentée par Sophie Paquin,
- CEA Investissement, représentée par Guillemette Picard,
- Laurence Delpy,
- Douglas Dunn,
- Nadine Foulon-Belkacémi,
- Christophe Gegout,
- Satoshi Onishi,
- Weidong Ren,
- Xi Wang.

Lors de sa réunion du 14 juin 2017, le Conseil d'administration, sur recommandation du Comité des Rémunérations et des Nominations, a apprécié et revu la situation de chaque administrateur notamment au regard des critères d'indépendance énoncés au paragraphe 8 du Code AFEP-MEDEF. Après délibérations, le Conseil d'administration a considéré que parmi ses 13 administrateurs, 4 étaient des administrateurs indépendants, à savoir Monica Beltrametti, Laurence Delpy, Nadine Foulon-Belkacémi et Joseph Martin. Depuis le 26 juillet 2017, date du terme du mandat de Joseph Martin et de la nomination concomitante de Victoire de Margerie, le Comité des Rémunérations et des Nominations ne s'est pas encore réuni afin de formellement débattre de la qualité d'administratrice indépendante de cette dernière. Il est toutefois précisé que la Société poursuivant l'objectif d'augmenter la part des administrateurs indépendants au sein de son Conseil d'administration, la nomination de Victoire de Margerie s'est inscrite dans le cadre d'un processus de sélection basé sur une pluralité de critères arrêtés par le Conseil d'administration, en ce inclus l'indépendance.

Les informations décrites aux Chapitres 14 (14.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de la direction générale), 19 (Opérations avec des apparentés), 9.1.4 (Principales transactions avec les parties liées), 20.3.1.2 (note 5.3 Informations relatives aux parties liées) et 22 (Contrats importants) du Document de référence 2016-2017 de Soitec, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 4 juillet 2017 sous le numéro D.17-0720 restent toutes valides. D'une part, elles concernent des relations d'affaires existantes (ou susceptibles d'exister) avec les sociétés ARM (redevances / administrateur concerné > Douglas Dunn), Shin-Etsu Handotai (achats de matières premières, redevances de licences / administrateur concerné > Satoshi Onishi), Global Foundries (ventes de plaques / administrateur concerné > Douglas Dunn), CEA (contrats de recherche et développement, redevances de brevets / administrateurs concernés > Christophe Gegout et CEA Investissement, représentée par Guillemette Picard), et Shanghai Simgui Technology Co. Ltd (contrat de licence et de services, achats de plaques, accord de distribution / administrateur concerné > Xi Wang). D'autre part, elles visent les conventions et engagements réglementés qui ont déjà été approuvés par l'Assemblée Générale, qui se sont poursuivis au cours de l'exercice 2016-2017 et qui se poursuivent toujours à ce jour.

Par ailleurs, au cours du premier semestre de l'exercice en cours 2017-2018, la Société a conclu trois contrats portant sur la fourniture de plaques à la société GlobalFoundries Inc. (administrateur concerné > Douglas Dunn), ainsi que deux contrats avec le CEA - Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives - (administrateurs concernés > Christophe Gegout et CEA Investissement, représentée par Guillemette Picard), dont un avenant de prolongation de la durée de l'accord de collaboration conclu le 3 octobre 2013. Il est précisé qu'en application de l'article L. 225-38 du Code de commerce, la conclusion de chacune de ces cinq conventions réglementées a été préalablement approuvée par le Conseil d'administration, respectivement lors de ses réunions du 30 mars 2017 (GlobalFoundries Inc.) et du 14 juin 2017 (CEA).

7.7. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Nouvel échéancier de remboursement des lignes de crédits: le remboursement des lignes de crédits de 37,2 millions d'euros était prévu in fine en Novembre 2019. Les contrats en cours de restructuration permettront un remboursement en 5 échéances annuelles de 7,44 millions d'euros à compter du 30 Novembre 2017.

8 | RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2017

Soitec
Période du 1^{er} Avril au 30 Septembre 2017

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Soitec relatifs à la période du 1^{er} avril au 30 septembre 2017 tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-La Défense et Lyon, le 29 novembre 2017

Les Commissaires aux Comptes

KPMG S.A.

ERNST & YOUNG Audit

Jacques Pierre

Stéphane Devin

Nicolas Sabran